



Il n'y a rien à négocier :

AMPLIFIONS LA GRÈVE ET LA MOBILISATION JUSQU'AU RETRAIT !

La successions de grèves et manifestations de la semaine dernière et celle du 15 mars contre la réforme des retraites, ont confirmé de façon spectaculaire la force et la profondeur de la mobilisation. Pendant ce temps, le Sénat a fini de débattre et le texte retourne à l'Assemblée nationale – cette Assemblée où le ministre macroniste Dupond-Moretti fait des bras d'honneur à ses amis de LR ! Mais pour les millions de travailleurs et de travailleuses qui doivent payer d'une vie au boulot les 152 milliards de bénéfices record des patrons du CAC 40 et les cadeaux que leur fait le gouvernement, il n'y a aucun débat : cette réforme ne doit pas passer.

Qu'il la ferme, qu'il cède ou qu'il dégage !

La grève continue dans plusieurs entreprises et services publics, comme à la SNCF, dans les raffineries de Total, chez les éboueurs, les électriciens, dans les ports et docks, les centrales nucléaires ou encore dans des écoles et établissements scolaires. Ceux et celles qui se mobilisent ont bien compris qu'il n'y a rien à attendre d'une rencontre avec Macron, comme l'a demandé en suppliant l'intersyndicale pour le « sortir de son silence ». Le président lui-même l'a envoyée bouler : il n'y a rien à négocier !

Après Jean-Luc Mélenchon, qui voudrait offrir à Macron une sortie « par le haut », ce sont maintenant les directions syndicales qui parlent de « consultation citoyenne ». Mais Macron sait qu'il est minoritaire, pourquoi organiserait-il un référendum ? Pour mieux dissoudre ? Voilà un tour d'apprentis sorciers bien en dessous de la situation. Et il faudrait mettre des forces dans une telle bataille institutionnelle ? Autant les utiliser dans la rue et par la grève pour qu'il retire sa réforme sans condition !

Marine Le Pen appelle aussi au référendum, et espère bien l'échec de la mobilisation, à laquelle elle n'a jamais appelé et qu'elle condamne à la moindre occasion... Elle aussi ferait ses choux gras d'une issue

institutionnelle et de nouveaux succès électoraux pour le RN.

Gouvernement, Sénat, Assemblée, avec des 47.1, 47.3, 44.3, ou menace de 49.3 ; intersyndicale et partis institutionnels, avec des consultations citoyennes... Tout ce beau monde cherche sa solution institutionnelle pour enterrer la mobilisation. Mais 90 % de la population active de ce pays sont contre la réforme et n'ont pas renoncé à descendre dans la rue, ni à la grève ou à sa reconduction. Notre mobilisation cette semaine va compter.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

C'est ça notre force à nous, travailleuses et travailleurs, qui faisons tourner la société : celle de pouvoir arrêter le pays et la machine à profits.

Car la « consultation » a déjà lieu tous les jours : à chaque vote de grève, à chaque manifestation, à chaque action de grévistes. Les grèves sur les salaires ne se sont pas arrêtées. Dans le Nord, c'est le tour d'une centaine de salariés de Novares, sous-traitant de Toyota, d'être en grève ; à PSA-Stellantis, même les intérimaires se sont mobilisés à Hordain, Vesoul et Mulhouse pour réclamer la prime des embauchés, des augmentations de salaire et des embauches. C'est la même chose dans les transports à Keolis, dans l'aéronautique chez les sous-traitants de Dassault...

Notre mobilisation et nos grèves doivent s'amplifier, se généraliser, la grève doit être reconduite pour mettre réellement tout le pays à l'arrêt, sans donner au gouvernement et au patronat la moindre date ou solution de retour au calme. Allons vers un mouvement qui ne soit pas planifié seulement par les directions syndicales, mais qui décide par lui-même où il va. C'est cela qu'il nous faut préparer, par des assemblées générales, des comités de grève, des assemblées interprofessionnelles...

Oui, la victoire est possible. Il faut continuer à amplifier la grève, ne pas s'arrêter au 15 mars, mais décider des suites pour aller jusqu'au retrait de la réforme et de l'ensemble des attaques du gouvernement et du patronat !

Le directeur a peur de nous entendre

De crainte que le personnel se rende en délégation à la réunion du CHSCT, la direction du centre financier a pris les devants. Elle a envoyé une note à l'encadrement pour lui dire de relever les noms des agents qui participeraient à cette délégation, en les menaçant d'une retenue d'un trentième.

Avec son questionnaire truqué, la direction fait semblant de nous demander notre avis sur le changement d'horaire qu'elle veut nous imposer, mais elle ne veut surtout pas nous entendre lui dire ce que nous en pensons.

Pas si sobres

Au centre financier, au nom de la « sobriété énergétique », nous recevons régulièrement des mails nous demandant d'envoyer moins de mails...

Cela rappelle le poème de Prévert qui déplore que tant de forêts soient sacrifiées pour la pâte à papier de journaux attirant l'attention des lecteurs sur les dangers de la déforestation.

CAC 40 : des bénéfiques insolents !

38 des 40 entreprises du CAC 40 totalisent un bénéfice net de 152 milliards pour 2022, 15 milliards de plus qu'en 2021. Et si Renault affiche un déficit comptable, ce n'est que parce qu'il défalque de ses bénéfiques le fait d'avoir dû abandonner sa filiale russe AvtoVAZ.

152 milliards dont on pourrait trouver bien d'autres usages ! Par exemple, permettre une augmentation de 450 euros par mois pour les 26,6 millions de salariés du pays qui eux subissent de plein fouet l'inflation.

À la poubelle, la réforme des retraites !

En conséquence de la grève des éboueurs sur Paris, les poubelles débordent... Tout comme la colère des grévistes, à qui la réforme imposerait de travailler jusqu'à 59 ans contre 57 ans actuellement, alors que le personnel de la propriété a une espérance de vie de douze à dix-sept ans de moins que l'ensemble des salariés. Face au mépris de ce gouvernement, qui se soucie de satisfaire toujours plus les patrons et n'a que faire de la pénibilité de nombreux métiers, la seule réponse, c'est la grève !

Xénophobie business

Depuis la rencontre entre Macron et le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, la France a obtenu une rallonge de 543 millions d'euros pour intensifier la surveillance de la frontière : construction d'un nouveau centre de rétention dans la région de Dunkerque, déploiement de 500 gendarmes supplémentaires, de

drones et d'autres matériels de surveillance.

La traversée de la Manche devient ainsi toujours plus risquée pour les migrants cherchant à rejoindre la Grande-Bretagne, avec de nombreuses morts par noyade. Une politique criminelle !

Violences policières, violences coloniales

En Guadeloupe, la colère monte depuis la mort d'un retraité de 67 ans, après son interpellation par des gendarmes fin 2020. Le parquet de Basse-Terre a récemment requis un non-lieu, alors que des images de vidéosurveillance montrent les gendarmes le sortir violemment de son véhicule et le projeter au sol. Il meurt après avoir passé dix jours en réanimation, touché par une double fracture des cervicales, dont une compressant la moelle épinière.

Depuis, les manifestations se succèdent pour dénoncer ce déni de justice.

Une odeur de 2008

Petit vent de panique aux USA : l'une des grosses banques américaines (la 16^e en importance), la Silicon Valley Bank, a fait faillite.

C'était l'une des banques préférée des start-ups de la Silicon Valley, mariage des innovations techniques et des innovations financières qui bâtissaient des fortunes. Le gouvernement américain se précipite pour garantir une partie des dépôts faits à cette banque, de peur que tout le monde ne retire ses avoirs et que la faillite faisant boule de neige entraîne d'autres.

On n'en est pas encore au krach bancaire de 2008 qui a coûté cher à la population de toute la planète. Mais ça en a un peu l'odeur : bénéfiques rapides pour les uns un jour, déficits aux frais du contribuable ou en réduction des services publics le lendemain pour sauver banquiers et spéculateurs.

Qui reformera la retraite des sénateurs ?

Selon des calculs de *Mediapart*, les sénateurs bénéficient d'un des systèmes de retraite les plus favorables du pays, avec une pension mensuelle moyenne de 4 400 euros. Rappelons que lesdits sénateurs ont adopté il y a quelques jours une mesure visant à supprimer les régimes spéciaux de retraite dont bénéficient notamment les cheminots et les énergéticiens, au nom de l'égalité. Mais pas question pour eux de toucher à leur propre régime spécial.

Une bande de vieux faux-culs hypocrites mais solidement attachés à leurs privilèges.

convergencesrevolutionnaires.org				
nouveaupartianticapitaliste.fr				
			@npaetincelle	
	@convergencesrevolutionnaires			